

Notes et Documents : un laboratoire d'idées pour l'économie du développement et l'économie régionale

Michel DIMOU*

Depuis trente ans, la rubrique *Notes et Documents* de la revue *Région et Développement* joue un rôle essentiel d'ouverture et d'expérimentation. Elle offre un espace privilégié pour la présentation de travaux méthodologiques émergents, de résultats empiriques encore exploratoires, de synthèses interprétatives ainsi que pour l'expression de débats d'idées appelés à être approfondis et consolidés. Cette rubrique a ainsi permis d'accueillir des contributions en amont des formats académiques plus stabilisés, favorisant la diffusion précoce d'avancées conceptuelles, empiriques ou méthodologiques, et participant activement au renouvellement des questionnements en économie du développement et en économie régionale. Ce numéro anniversaire de la revue propose ainsi une série de notes rédigées par les éditeurs associés de la revue qui, sans prétendre résumer trente années de travaux, offrent des points d'entrée particulièrement révélateurs des renouvellements récents – par les objets (migrations, ségrégation, localisation en milieu urbain, inégalités régionales), par les méthodes (identification causale, économétrie spatiale), et par les analyses des politiques territorialisées.

Un premier trait marquant de ces trois décennies est le passage d'une économie de développement homogène à une économie de développement hétérogène. Les progrès théoriques et empiriques ont déplacé l'attention des agrégats vers les mécanismes, et des mécanismes vers leurs variations selon les contextes. La convergence, longtemps envisagée comme une dynamique dominante, apparaît aujourd'hui fragile, réversible et fortement dépendante d'enchaînements de crises. Dans l'espace européen, les trajectoires régionales illustrent cette instabilité : la crise financière de 2008, puis la pandémie, ont mis en évidence une recomposition du gradient centre-périphérie, une polarisation économique accrue autour des métropoles et des formes de double périphérisation (au sein de l'Union et au sein des États). Ce diagnostic, au croisement de l'économie régionale et de l'économie politique, rappelle que la cohésion ne se réduit pas à un objectif normatif : elle conditionne la soutenabilité économique et démocratique des intégrations régionales. La note de **Y. Psycharis** s'inscrit dans cette perspective en reliant géographie des inégalités, dynamiques de convergence/divergence et montée des mécontentements territoriaux au sein de l'Union européenne.

* LEAD, Université de Toulon, France ; dimou@univ-tln.fr

Un second renouvellement, décisif, tient à la manière dont l'économie du développement a reconceptualisé la mobilité du travail. Dans les approches classiques, migrer relevait principalement d'un arbitrage entre différentiels de revenus et coûts de déplacement. Les recherches récentes mettent plutôt l'accent sur les entraves (informationnelles, financières, institutionnelles, psychologiques) à la mobilité, sur les dispositifs et les facteurs permettant de les identifier, ou encore sur les effets des migrations d'actifs qualifiés sur l'innovation et les entreprises dans les territoires d'accueil. Cette inflexion a deux conséquences majeures : elle rapproche l'économie du développement des méthodes expérimentales et quasi-expérimentales, et fait des réseaux (migratoires, diasporiques, professionnels) une infrastructure sous-jacente de la mondialisation. La note de **F. Gubert** illustre parfaitement cette évolution : les migrations y sont analysées comme un fait économique s'inscrivant dans les transformations contemporaines, depuis les freins à la mobilité jusqu'au rôle des diasporas dans la diffusion de connaissances et de normes dans les pays en développement.

En troisième lieu, la montée des inégalités et la métropolisation ont remis au centre un objet longtemps traité en périphérie par les économistes : la ségrégation. Les recherches récentes l'abordent moins comme une photographie que comme un processus dynamique, produit par des mobilités différenciées, des contraintes de marché, et des politiques publiques parfois ambivalentes. Cette perspective, qui relie les arbitrages microéconomiques (logement/transport/aménités) aux résultats macro-territoriaux (polarisation, reproduction des inégalités), constitue l'un des lieux de dialogue les plus féconds entre économie urbaine, économie régionale et économie du développement. La note de **A. Schaffar** s'inscrit dans cette relecture : elle montre comment les trajectoires résidentielles – par âge, revenu, origine, cycle de vie – fabriquent des configurations spatiales persistantes, et pourquoi la cohésion territoriale doit être pensée à partir des mécanismes de mobilité et de segmentation du marché du logement.

L'étude de **L. Bouzouina** sur les choix de localisation des entreprises et des ménages dans l'espace urbain en fonction des infrastructures de transport et de l'accessibilité recherchée peut être rapprochée d'une certaine manière des analyses de la note précédente en s'inscrivant dans une problématique axée sur l'analyse des villes et de leur structuration. L'auteur, à partir de différentes études réalisées sur l'aire urbaine de Lyon, tente d'apporter un certain éclairage sur les comportements récents de différents profils de ménages et d'entreprises.

Sur le plan méthodologique, les trente dernières années ont été marquées par une exigence croissante d'identification : il ne suffit plus de constater que l'espace « compte », il faut évaluer comment il compte, à travers quels canaux, et en distinguant interactions, hétérogénéités et chocs communs. L'économétrie spatiale a joué ici un rôle de passerelle, en formalisant les interdépendances territoriales (*spillovers*, effets de voisinage, diffusion) tout en mettant en évidence la difficulté de les isoler empiriquement. L'essor des données géolocalisées massives et des approches hybrides (structurelles, causales, apprentissage statistique) ouvre désormais une nouvelle étape : celle d'une économie régionale capable de travailler à la fois sur des unités fines (individus, entreprises, quartiers) et sur des systèmes spatiaux complexes. La note de **N. Debarsy et J. Le Gallo** met précisément l'accent sur ces enjeux contemporains : choix des matrices de connectivité, endogénéité, hétérogénéité spatiale, et perspectives offertes par le *big spatial data* et le *spatial machine learning*.

Enfin, une autre transformation concerne l'action publique elle-même. Le territoire n'est plus seulement une cible d'aménagement ou pour l'accompagnement des activités : il est devenu une échelle de conception, d'expérimentation et d'évaluation des politiques économiques. Cette territorialisation s'est nourrie des travaux sur les districts, les clusters, les proximités et les gouvernances multi-niveaux, puis s'est élargie aux défis de la transition écologique, de la résilience et de l'inclusion. Dans cette perspective, la question n'est pas uniquement « quelles politiques pour réduire les écarts ? », mais aussi « comment les politiques transforment-elles les capacités territoriales, concourent à leur efficacité et pourquoi leurs effets sont-ils si hétérogènes selon les contextes ? ». La note de **N. Levratto** propose un recul utile sur cette montée en puissance des politiques territorialisées et sur le parallélisme entre évolutions théoriques et inflexions de l'action publique.

Pris ensemble, ces différents textes courts résument une évolution essentielle : l'économie du développement et l'économie régionale ont convergé vers une même conviction empirique et théorique, à savoir que les trajectoires sont spatialement situées. Elles dépendent d'institutions, de réseaux, de frictions, de structures urbaines, de politiques multi-échelles et de chocs qui se propagent de manière inégale. Leur compréhension dépend aussi, de plus en plus, de notre capacité à mesurer et identifier ces mécanismes à partir de données fines et de protocoles crédibles. C'est précisément ce fil rouge que ce numéro anniversaire met en valeur : non pas un panorama exhaustif, mais un ensemble de repères sur la manière dont la discipline a appris, en trente ans, à articuler espace, inégalités, mobilité, méthodes et politiques – autrement dit, à penser le développement comme un processus à la fois économique et territorial.